

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 20 OCT. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Tromelin Nutrition

152 rue de Mézarnou
29400 Plouneventer

Références : ENV-D-25-467
Code AIOT : 0005501093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement Tromelin Nutrition implanté 152 rue de Mézarnou à Plouneventer (29400). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui (3642)

La société Tromelin Nutrition exerce des activités de fabrication d'aliments pour le bétail. Elle est autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 1997 complété par les arrêtés préfectoraux du 26 août 2010, 30 juillet 2012, 31 août 2022 et du 13 novembre 2023.

Ce contrôle fait suite à l'incident survenu le 16 août 2025 dans l'usine au niveau de la troisième ligne de granulation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
2	Rapport d'incident	Code de l'environnement, Article R. 512-69	2 semaines
3	Propreté	Mise en demeure le 2/12/2024 , Art. 2 et Art. 3.5 de l'arrêté du 28 décembre 2007	2 semaines
4	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Mise en demeure le 2/12/2024 , Art. 1 et Art. 7.2.3 de l'arrêté du 16 mai 1997	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement, Article R. 512-69

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réactive a révélé une accumulation importante de poussières de manière générale sur l'ensemble des installations. L'exploitant a réagi immédiatement en nettoyant les trois lignes de granulation non impactées par l'incident. L'exploitant doit apporter d'autres éléments afin de lever la mise en demeure du 2/12/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Le samedi 16 août à 9h28, le Service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture a averti l'astreinte de la DREAL. L'astreinte a ensuite averti l'IIC. A 10h, l'IIC a pris contact avec l'exploitant. L'exploitant n'a pas averti l'IIC le jour de l'incident. Cependant, il a précisé avoir appelé la DREAL mais il lui a été impossible de laisser un message oral. L'IIC n'a pas reçu de courriel de sa part.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. [...]. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
Constats : En salle de réunion, l'exploitant a précisé la chronologie de l'incident du 16/08/2025 : <ul style="list-style-type: none"> 7h15 : les deux opérateurs présents sur le site ont détecté une odeur de fumée. ils ont mis immédiatement l'usine à l'arrêt ; 7h20 : les opérateurs ont appelé le SDIS ;

- 30 minutes plus tard, le SDIS (de Landerneau, Landivisiau et de Brest) est arrivé sur le site.

D'après l'exploitant, l'intervention du SDIS pour éteindre l'incendie a été rapide. Le SDIS est resté jusqu'à 12h pour s'assurer de l'absence de points chauds dans l'usine.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé une enquête interne afin de comprendre les causes de l'incident survenu sur la ligne 3 à savoir la presse à granulés puis le refroidisseur. Ces deux machines sont superposées l'une sur l'autre. La presse permet de transformer un mélange en forme de farine en petit granulé : le mélange est forcé, par les rouleaux, à passer à travers les trous de la filière pour sortir en forme de petits cylindres (granules). Le refroidisseur permet de refroidir le produit à l'aide d'un flux d'air qui le traverse.

Les produits travaillés étaient des correcteurs azotés.

Selon l'exploitant, le point chaud provient de la presse : plusieurs boulons qui permettent de fixer la filière à l'ensemble auraient cédé. L'ensemble non maintenu aurait provoqué des frottements mécaniques contre la paroi. Par gravité, le point chaud se serait propagé dans le refroidisseur puis, attisé via la ventilation, aurait provoqué l'inflammation du contenu du refroidisseur. L'incendie s'est propagé jusqu'à la cheminée d'évacuation du refroidisseur. L'exploitant attend le passage de l'expert en assurance d'ici quelques jours.

D'après l'étude de dangers de juin 2011 :

- 2 scénarii ont été envisagés au niveau des presses à savoir :
 - "Envoi de granulés trop chauds ou non conformes sur le refroidisseur " causé par à un "dysfonctionnement sur l'apport vapeur". Les barrières de prévention prévues sont : "contrôle de la température et visualisation des défauts au poste de commande"
 - "Présence d'une source d'ignition conduisant à la formation d'un point chaud dans la presse" causé par "le travail de maintenance" et la "friction mécanique". Les barrières de prévention sont "le permis de feu" et "le contrôle de l'intensité".
- 1 scénario a été envisagé au niveau du refroidisseur à savoir :
 - "présence de granulés défectueux qui, attisés par la ventilation, provoque l'inflammation du contenu du refroidisseur. Les barrières de prévention sont "sonde de température dans l'aspiration des refroidisseurs contrôlant la coupure de la ventilation" et "déclenchement d'une alarme visuelle poste de commande".

L'exploitant doit préciser si les barrières de prévention des trois scénarii (défaut de température ou d'intensité, arrêt de la ventilation et alarme) ont fonctionné, et transmettre les enregistrements de température (au niveau de la presse et du refroidisseur) et d'intensité.

L'exploitant a déclaré que la filière de la troisième ligne de granulation est changée tous les trois mois. Il a précisé que ces changements ont lieu lorsque la qualité des produits baisse. Il a indiqué que la filière de cette troisième ligne de granulation a été remplacée il y a un mois et a ajouté que lors de ces travaux de maintenance, d'autres pièces peuvent être remplacées. Selon lui, il ne s'agit pas d'un défaut de maintenance.

L'IIC a constaté l'état de la presse et du refroidisseur ayant subi l'incendie. Elle a constaté :

- la présence de produits carbonisés à l'intérieur du refroidisseur, des chemins de câbles fondus, le mauvais état des dalles métalliques (entre la presse et le refroidisseur et celle permettant d'accéder au refroidisseur) ;
- que le plexiglas des deux ouvertures du refroidisseur avait fondu.

Elle a constaté que l'eau utilisée par le SDIS est restée confinée en sous-sol au pied du refroidisseur. Elle était chargée et noire. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la quantité d'eau. L'exploitant a déclaré que le SDIS avait utilisé l'eau de la réserve incendie présente sur le site. **Il n'a pas pu préciser si le SDIS avait utilisé d'autres produits que de l'eau (à savoir des émulseurs contenant des PFAS).** L'exploitant a déclaré avoir contacté un prestataire pour faire évacuer ces eaux le 20/08/2025. L'exploitant a déclaré être en attente du rapport du SDIS concernant leur intervention.

Par courriel en date du 27 août 2025, l'exploitant a transmis son rapport d'incident.

Il appartient à l'exploitant de :

- **se positionner par rapport aux scénarii évoqués plus hauts ;**
- **transmettre :**
 - **les bordereaux de suivi des déchets ;**

<ul style="list-style-type: none"> ○ le rapport du SDIS ; ○ le rapport de l'expert en assurance ; • d'indiquer les mesures qui seront prises concernant la 3^{ème} ligne de granulation.
Type de suites proposées : Demande de justificatifs
Délai : 2 semaines

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Mise en demeure le 2/12/2024, Art. 2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
<p>Contexte :</p> <p>La société TROMELIN NUTRITION a été mise en demeure le 2/12/2024 de respecter, sous un délai maximal de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté du 28 décembre 2007 susvisé relatif à la propreté.</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2024, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté la présence de poussière accumulée au sol au niveau inférieur de la tour de manutention au pied de l'élévateur.</p> <p>Prescription contrôlée (Article 3.5 de l'arrêté du 28 décembre 2007) :</p> <p>Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 29/01/2025, l'exploitant avait transmis le contrat de prestation signé par la société Net Eclair le 17/09/2024 et par l'exploitant le 9/10/2024. Le contrat ne mentionne pas les modalités de nettoyage.</p> <p>Le jour du contrôle, l'IIC a constaté dans l'usine abritant les lignes de granulations et les élévateurs que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le sol n'était pas poussiéreux ; • une accumulation importante de poussières de manière générale sur l'ensemble des installations (notamment les presses y compris la troisième ligne de granulation), au niveau des chemins de câbles, des moteurs, des boutons coup de poing, des extincteurs et sur les structures porteuses. <p>Le jour du contrôle, l'IIC a demandé à l'exploitant d'arrêter sa production afin de procéder au nettoyage des lignes des presses. Il a été convenu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les presses et refroidisseurs (1, 2 et 4) soient dépoussiérés les 19 et 20 août 2025 ; • le reste des équipements y compris la structure porteuse avant le 22 août 2025 ; • des photos soient prises avant et après nettoyage. <p>Par courrier en date du 20/08/2025, l'exploitant a transmis des photos des presses 1, 2 et 4 avant et après nettoyage qui a eu lieu le 19 août après-midi et le 20 août. A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis de photos des autres équipements.</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir renforcé l'équipe de maintenance depuis quelques mois en vue d'améliorer les conditions d'exploitation, notamment le nettoyage de l'usine. Il a précisé que le nettoyage est réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régulièrement en interne à l'aide d'un aspirateur central ; • mensuellement par l'entreprise Net Eclair. Par courriel en date du 8/09/2025, l'exploitant a transmis les factures de l'entreprise Net Eclair pour les interventions des mois de mai, juin et juillet. Les parties qui ont été nettoyées ne sont pas précisées. <p>Afin de limiter l'empoussièrement de l'usine et d'assurer la sécurité de ses salariés, l'exploitant doit adapter la fréquence de nettoyage en fonction de l'activité du site.</p> <p>Il appartient à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'indiquer les parties qui ont été nettoyées par la société Net Eclair ; • de transmettre les photos justifiant du nettoyage du reste des équipements y compris la structure porteuse ; • de transmettre sa procédure de nettoyage dont les modalités permettent de débarrasser réguliè-

ment les poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.

Type de suites proposées : Demande de justificatifs

Délai : 2 semaines

N° 4 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Mise en demeure le 2/12/2024 , Art. 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Contexte :

La société TROMELIN NUTRITION a été mise en demeure le 2/12/2024 de respecter, sous un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté du 16 mai 1997 susvisé relatif à la suffisance des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Lors de l'inspection du 29 mars 2024 :

- l'exploitant a indiqué la présence d'un seul poteau situé à l'extérieur du site à 50 mètres environ de l'entrée du site et n'a pas été en mesure de préciser le débit ;
- l'exploitant a déclaré que la colonne sèche ne faisait pas l'objet de contrôle ;

Prescription contrôlée (Article 7.2.3 de l'arrêté du 16 mai 1997) :

L'établissement est pourvu, [...] des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- deux poteaux d'incendie [...] susceptibles, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit $\geq 60 \text{ m}^3/\text{h}$
- une réserve d'eau de 180 m^3 [...]
- une colonne sèche ; [...]

[...] Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ; [...]

Constats :

Concernant les débits des 2 poteaux d'incendie :

Par courriel en date du 29/01/2025, l'exploitant a fourni le rapport de contrôle des trois poteaux situés à l'extérieur du site à 50, 100 et 200 mètres environ de l'entrée du site. Il s'agit des poteaux référencés 29204-0004, 29204-5001 et 29204-0003 respectivement. Les essais ont été réalisés par la société publique locale Eau du Ponant. Les débits sont supérieurs à $60 \text{ m}^3/\text{h}$. **Cependant, le poteau référencé 29204-5001 ne correspond pas au poteau qui a été contrôlé. Le poteau référencé 29204-5001 est privé et est localisé rue du Stade alors que le poteau testé est localisé rue des rosiers et est référencé 29204-0005.**

Concernant la réserve d'eau de 180 m^3 : L'IIC a constaté la présence d'un bassin muni d'une membrane à proximité de la lagune. **L'IIC a constaté la présence de boues au fond du bassin.**

Concernant la colonne sèche : Par courriel en date du 29/01/2025, l'exploitant a indiqué avoir fait le choix de refaire la colonne sèche et d'en ajouter une deuxième dans l'usine. L'IIC a constaté la présence de la colonne sèche devant la troisième ligne de granulation. D'après la vignette apposée sur la colonne, elle a été contrôlée en juillet 2025 par la société Uxello. Par courriel en date du 8/09/2025, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des deux colonnes sèches. Ces contrôles ont été réalisés le 15/07/2025 par la société Uxello. D'après ces rapports, les colonnes sont jugées opérationnelles.

Il appartient à l'exploitant de :

- se positionner sur lequel des deux poteaux peut être utilisé par le SDIS. Il doit également s'assurer que les deux poteaux d'incendie sont capables, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit $\geq 60 \text{ m}^3/\text{h}$;
- nettoyer sa réserve d'eau.

Type de suites proposées : Demande de justificatifs

Délai : 2 mois